

extrême modération qu'on userait des pouvoirs discrétionnaires sollicités de la justice.

Avant d'examiner les conséquences désastreuses d'une pareille liquidation sur les intérêts qui se rattachent à la propriété et à l'industrie du bâtiment, voyons d'abord quelle est l'utilité de la mesure du séquestre, quelle était son urgence, puis-que l'on n'a pas attendu le cours ordinaire de la justice, et qu'on a suivi la voie du référé.

La sécurité du Crédit foncier était-elle donc en danger, était-elle seulement menacée ?

En aucune façon. Ce n'est qu'une œuvre de vengeance personnelle qu'on voulait accomplir, et pour en arriver là, on a certainement surpris la religion du conseil du Crédit foncier et celle de la justice.

De tous les créanciers de la Compagnie immobilière, le Crédit foncier était, en effet, le seul qui n'eût aucun intérêt à précipiter une solution de cette nature; il était le seul qui ne courût aucun danger, car sa créance, d'une importance de 60 millions environ, avec les intérêts en retard, était garantie par un gage immobilier d'une valeur de 200 millions au moins, et, supplémentairement, par des créances hypothécaires s'élevant à 60 millions.

La Compagnie avait tout abandonné à ce créancier, et il n'est pas encore satisfait. Quant aux revenus, des gages ont été donnés; ils sont bien supérieurs au montant de l'annuité, c'est-à-dire aux intérêts et à l'amortissement de la créance.

La situation du Crédit foncier étant aussi complètement assurée en capital et en intérêts, il nous semble qu'il y avait un moyen facile d'arranger les choses et de prévenir tout conflit.

Il suffisait de faire un nouveau prêt pour les intérêts en retard, et de réunir ainsi ces intérêts au capital; alors toutes choses étaient remises en état, le service des annuités reprenait régulièrement son cours, et une situation difficile, amenée par une force majeure fatale, par les événements du siège et de la Commune, se trouvait entièrement relevée.

En agissant ainsi, le Crédit foncier n'aurait pas fait seulement acte de bienveillance et de protection à l'égard d'un débiteur accablé par les malheurs de la guerre, il aurait fait une opération de son ressort, une opération fructueuse pour lui.

Il aurait pu encore accepter, en paiement des annuités en retard, les créances hypothécaires qui lui avaient été remises à titre de garantie supplémentaire, et qui sont, à ce qu'il paraît, d'une solidité incontestable.

Voilà ce qu'eût fait tout créancier ordinaire, sans s'écarter en rien des règles de la prudence, comme du soin des intérêts qu'il eût représentés.

En procédant autrement, le Crédit foncier a non-seulement manqué de bienveillance, mais il a manqué surtout de modération et de justice.

Il n'aurait pas dû oublier, cependant, que si la loi a imposé, aux propriétaires, de grands sacrifices, en faveur des locataires, pour la période douloureuse du siège et de la Commune, elle aurait pu, elle aurait dû peut-être en imposer d'équivalents aux prêteurs hypothécaires.

C'était une conséquence logique du principe posé.

On ne pouvait, en effet, livrer en pâture aux créanciers des débiteurs qu'on privait de leurs ressources.

Cette lacune, cette omission du législateur, il deviendrait urgent de la réparer en accordant des attermoissements nécessaires aux propriétaires en retard, par le fait des sacrifices que la loi leur a imposés, si le Crédit foncier continuait à abuser de son droit.

On sait comment est jugé le droit, quand on l'exerce d'une manière trop rigoureuse: *Summum jus, summa injuria*.

Mais entrons dans la pratique.

Nous voulons bien admettre que le Crédit foncier n'abusera pas de la situation qu'il a faite, qu'il se bornera à percevoir les revenus des propriétés saisies et séquestrées au lieu et place de la Compagnie.

Mais alors à quoi aurait servi la mesure provoquée ?

Les administrateurs de la Compagnie immobilière auraient-ils manqué à l'engagement qu'ils avaient pris, de verser la totalité des loyers perçus, dans les caisses du Crédit foncier ?

Ce motif n'est point allégué à la justification du Crédit foncier.

On n'a fait que substituer violemment, à un séquestre amiable qui rendait possible tous les arrangements, un séquestre brutal, qui tend à détruire la Société elle-même et compromet de la manière la plus grave les intérêts des tiers, qui les place entièrement sous le bon plaisir du Crédit foncier.

La mesure était inutile; elle est, de plus, dangereuse et menaçante.

On a beau promettre la modération, nous savons, à n'en pas douter, que sans une opposition énergique, il y a longtemps que les deux grands hôtels de la Compagnie seraient tombés à vil prix entre les mains de spéculateurs tout prêts à s'en emparer; les autres biens de la Compagnie auraient été également sacrifiés, sous prétexte d'en finir avec des résistances importunes.

Cette conduite est d'autant plus étrange de la part du Crédit foncier, que c'est aux gens qu'il tourmente de ses rigueurs qu'il doit sa constitution, la souscription de ses premiers emprunts, l'initiative des premiers prêts qu'il leur demandait comme une faveur et dont il les remerciait publiquement.

Ces prêts ont été pour lui la source de bénéfices importants, sans qu'il ait eu à courir le moindre risque de perte.

Mais en dehors de l'intérêt spécial de la Compagnie immobilière, a-t-on réfléchi aux conséquences qu'aurait pour la propriété foncière, pour les intérêts parisiens que le conseil municipal a le devoir de protéger, cette mesure de séquestre qui entraînerait la dissolution de la Société, si elle n'était rapportée ?

Nous trouvons dans un discours de M. Haussmann, prononcé au Sénat, pour la défense de ses traités avec le Crédit foncier et avec les entrepreneurs associés à ses travaux, un renseignement précieux sur l'importance de la propriété foncière à Paris.

La valeur de cette propriété se rapproche de 5 milliards; c'est le chiffre de l'indemnité prussienne.

Est-il exagéré d'évaluer à 10 0/0 la dépréciation qu'aurait à éprouver la propriété à Paris, si l'on décidait, seulement en principe, la vente de 113 millions de maisons ou de terrains dans cette ville ? Assurément non.

La dépréciation qui en résulterait, pour cette propriété, serait donc de 500 millions, à raison de 10 0/0, sur 5 milliards; elle serait de 250 millions, à raison d'une dépréciation de 5 0/0 seulement.

Nous ne parlons pas de Marseille, où le même effet serait produit sur une moins grande échelle, mais avec une plus grande intensité.

Que serait-ce donc si cette vente était réalisée dans un délai plus ou moins rapproché ?

Mais l'intérêt des particuliers n'est pas seul engagé dans la question.

La Ville de Paris possède de nombreux reliquats de terrains provenant des grands travaux de Paris; la liquidation successive de ces terrains est nécessaire au rétablissement des finances municipales.

Comment pourrait-on réaliser ces terrains en concurrence avec ceux de la Compagnie immobilière ?

Si la propriété foncière est menacée, à Paris, d'une pareille dépréciation, on se demande avec effroi ce que deviendront les 100,000 ouvriers qu'alimente l'industrie du bâtiment.

Ne cessera-t-on pas de bâtir, lorsqu'on n'aura plus d'avantage à le faire ?

Quelle puisse être l'esprit de modération qu'apporterait le Crédit foncier dans la liquidation de la Compagnie immobilière, le résultat n'en serait pas moins funeste.

Il s'ajoutera, dit-on, M. Haussmann, président actuel du Crédit foncier, à raison de sa qualité de créancier de la Compagnie immobilière.

Cette adjonction serait-elle considérée comme une garantie pour les obligataires et pour les actionnaires ?

M. Haussmann, habitué à manier les millions sous cette forme, n'aura-t-il pas la main un peu lourde ?

Que restera-t-il, d'ailleurs, au Crédit foncier lui-même au bout de cette campagne de liquidation judiciaire, dans laquelle on semble s'engager avec une incroyable légèreté, avec une complète insouciance des intérêts les plus respectables ?

Cette modération dont on se prétend animé n'est-elle pas purement facultative ? Le sort de la propriété foncière à Paris, comme celui de la portion la plus nombreuse de la population ouvrière, se trouve

verait entièrement livré aux mains des gouverneurs du Crédit foncier et du président du Crédit mobilier !

Il est probable que, dans des circonstances ordinaires, on n'abusera pas de cette énorme faculté; mais sait-on ce qui pourrait advenir si la passion politique s'en mêlait, si l'on avait en jeu un intérêt de cet ordre ?

On frémit quand on songe au danger auquel on serait exposé si on laissait aux partis ce moyen d'agitation.

Sans aller jusque-là, des mécontentements ne sont-ils pas à prévoir comme conséquence de la souffrance de l'industrie du bâtiment; car, on le sait, quand le bâtiment va, tout va; malheur quand il ne va pas.

Les mécontentements sont toujours l'occasion de troubles populaires; ils sont même trop souvent précurseurs des révolutions.

Ne soupçonnera-t-on pas enfin certaines personnes d'un certain sentiment d'amour-propre à satisfaire, d'un secret désir de faire regretter l'ancienne administration municipale ?

Dans l'intérêt même des hommes que nous venons de désigner, il ne faut pas qu'ils puissent être l'objet du moindre soupçon; on les placerait alors dans une position trop difficile.

Les considérations qui précèdent nous paraissent assez fortes pour faire désirer vivement, au point de vue de l'intérêt public, la levée du séquestre des biens de la Compagnie immobilière, et le rejet d'une demande de liquidation qui n'est nullement motivée et n'est que l'œuvre propre du Crédit foncier, pour tous ceux qui connaissent le dessous des cartes.

Quelle est, d'ailleurs, la préoccupation de cette malheureuse Compagnie immobilière, accablée de procès de toute sorte depuis près de dix ans, sinon de liquider ?

Si on cessait de la tourmenter, elle procéderait à cette œuvre, lentement et paternellement; elle y procéderait utilement pour tous; elle n'a besoin pour cela que de paix et de tranquillité; elle se relèverait alors en peu de temps, car malgré la déplorable gestion des prétendus sauveurs qu'on avait placés à sa tête, ses ressources sont encore considérables, assurées, on peut le dire, avec les temps.

De nouvelles perspectives, perspectives favorables, s'ouvrent encore devant elle, par suite du déplacement de la gare de Marseille, ou plutôt de la création d'une nouvelle gare sur les terrains qu'elle possède à la Joliette.

D'autres projets sont formés pour l'utilisation de ces terrains; des Compagnies s'organisent pour prolonger l'embranchement de l'Estaque, soit jusqu'au port Saint-Louis, soit jusqu'à Montpellier ou à Cette.

Et ce serait dans un pareil moment, avec de telles éventualités, qu'on précipiterait la ruine de cette Compagnie, et qu'on remettrait son sort entre les mains mêmes de ses ennemis, des hommes qui cherchent à tirer parti de ses biens et à s'enrichir de ses dépouilles !

Cela n'est pas possible.

L. DU BOURGNEUF.

REVUE DES JOURNAUX

S'il faut en croire l'*Univers*, le pèlerinage d'Anvers n'aurait pas été aussi favorable à la fusion que ses précurseurs l'ont laissé dire ou dit eux-mêmes dans leurs journaux.

Henri de Bourbon a accueilli les nobles délégués de la droite avec l'affabilité princière et serene dont il ne se départit jamais. Il les a invités à parler librement et à lui confier l'objet de leur visite, tout en les avertissant à l'avance qu'il ne recevait point à titre officiel leurs communications toutes spontanées et personnelles.

Après quoi — continue M. Veuillot — le fils d'Henri IV, avec la même sérénité bienveillante, leur a laissé entendre que le manifeste était leur affaire; qu'ils pouvaient le signer ou ne le signer pas, selon qu'ils y trouveraient davantage leur commodité particulière et l'expression plus ou moins juste de leurs vues personnelles sur la situation.

En ce qui regarde le drapeau, il est parfaitement compréhensible qu'il n'en fallait pas même parler, et que le panache blanc reste sur son chemin et ne le quittera pas.

Il ont pu comprendre aussi que l'roi ne croit pas que toute la France soit dans l'Assemblée, et n'estime pas que toute la sagesse et toute la résolution du monde se trouve dans la mixture des centres.

Il ont pu comprendre encore que le roi veut régner pour eux sans doute comme pour tout le peuple, mais non pas par eux seuls et uniquement selon leurs vœux.

Assurément le roi les regarde et les considère,

mais il a l'air de regarder aussi plus loin et plus haut.

Il est très remarquable, et on le rend compte, et plus d'un parmi les Quatre-Vingts se demande si les centres avant de s'être fusionnés, ne sont pas déjà les Quatre-Vingts ?

Nous en avons bien du regret, mais c'est un peu notre opinion.

La Presse annonce qu'il se forme en ce moment à Versailles un nouveau parti, impartial et désintéressé, « dont le programme consisterait à se tenir également éloigné des exagérations de la droite et de celles de la gauche. » Il serait décidé à appuyer de son initiative et de ses votes l'interprétation sincère et loyale du pacte de Bordeaux. Ce serait une sorte de renouveau donné au provisoire, s'inspirant de l'impuissance d'aboutir à une solution monarchique aussi bien qu'à une solution républicaine.

Il faut sortir de l'enceinte de l'Assemblée et envisager l'effet que produirait sur le pays tout entier une tentative monarchique dans l'esprit du programme des 80.

Poser les questions dynastiques, comme tend à le faire le manifeste des 80, dit la Presse, c'est autoriser le parti bonapartiste à réclamer le plébiscite, qui est son arme la meilleure. Du moment, en effet, où l'on veut consulter le pays, la manière la plus large, la plus directe et la plus prompt de faire appel à sa volonté, ne serait-elle pas une combinaison préférable à toutes les autres ?

Il est incontestable qu'alors même que le manifeste des 80 recueillirait toutes les adhésions que ses propagateurs espèrent, il ne pourrait produire un résultat pratique, sans rencontrer devant lui la triple coalition du gouvernement, appuyée par les républicains modérés, des radicaux et des bonapartistes. Ce manifeste se trouverait avoir ainsi trois adversaires redoutables : M. Thiers, M. Gambetta et M. Dufaure, c'est-à-dire les forces gouvernementales, les campagnes et les ouvriers.

Une initiative républicaine rencontrerait des obstacles non moins grands.

L'établissement définitif de la République ne soulève pas, reprend la Presse, aux yeux du nouveau parti, des difficultés moindres que celles de la monarchie. La droite, le centre droit, le parti bonapartiste tout entier et le petit groupe bonapartiste se ligeraient contre toute proposition de cette nature, et la rendraient impraticable en fait comme en droit. Toutes les nuances du parti monarchique se trouveraient ainsi concentrées sur un même terrain d'opposition : le gouvernement, obligé de s'appuyer sur les éléments révolutionnaires du pays qui veulent l'exploiter et non le servir, perdrait ainsi en un seul jour l'autorité morale qui est actuellement sa force, et les tentatives des républicains impatients n'auraient d'autre effet que d'organiser la guerre civile, peut-être dans la rue, et à coup sûr dans les esprits.

Le *Courrier de France* fait ressortir la gravité de la situation.

Ce n'est point encore la crise, dit-il, mais ce sont des déterminations qui permettent d'être prêts au moment d'une crise. Or, quand on est préparé pour l'éventualité d'une crise, on n'est pas loin de la faire naître.

Ces réflexions sont justes, vérifiées par toute notre histoire. Qui est-ce qui tire le premier coup de pistolet d'où sortent toutes les révolutions ? Personne ne le sait; mais il y a une inquiétude générale qui fait que ce coup de pistolet retentit partout.

Quoi qu'il en soit, continue le *Courrier*, nous ne saurions trop appeler l'attention de l'Assemblée et du pays sur ce fait, indiqué par nous hier et qui nous vient d'une source certaine : M. le général de Manteuffel a déclaré que son gouvernement considérerait un coup d'état bonapartiste ou un coup de main gambettiste comme créant à son gouvernement la nécessité de prendre des mesures militaires.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Les journaux de province ont apprécié diversement le manifeste des 80.

En dehors de la fusion, dit l'*Union bretonne*, il n'y a pas d'autre combinaison possible, et c'est là une catastrophe. C'est-à-dire, pour parler un grand mot de Fénélon : les partis s'agitent, mais la révolution seule les mène.

Le *Journal de Bordeaux* pose l'alternative entre la République et l'Empire. Il trouve impossible d'établir le parlementarisme chez une nation où l'on a besoin de l'autorité à outrance et où l'on aime la liberté jusqu'au désordre.

A l'heure qu'il est, il n'y a de possible que la République qui plait aux gens de désordre ou à l'Empire qui rassure les gens d'ordre.

Le *Journal de Bordeaux* se demande — mais elle est possible, elle a des partisans, mais elle n'a pas d'actionnaires. Quant à l'Empire, qui n'a pas beaucoup de partisans dans l'acceptation sentimentale du mot, il a tous les Français pour actionnaires. Henri V et les d'Orléans ne rassurent pas les intérêts.

Le *Journal du Havre* est d'avis que les 80 n'ont jamais pensé que leur manifeste pût être accepté par le comte de Chambord. Ce manifeste n'a eu d'autre objet que d'offrir à ceux des légitimistes qu'avaient déjà fortement ébranlés les récentes déclarations du comte de Chambord, l'occasion de se détacher entièrement de lui.

Un auxiliaire de la justice, et j'aurais eu le droit de l'arrêter. Cette nuit même, dans ce bois, à cette place, un crime a eu lieu : c'est lui qui vient de le reconnaître tout le premier en recommandant à son chien de ne pas aller du côté où il y avait eu du grabuge. Bien mieux, ce crime touche intimement ma famille, puisque celui qui a été frappé à mort est le frère de ma femme, et je ne me suis pas assuré de sa personne ! Mais patience ! Tous les indices se réunissent contre cet homme qui croit s'innocenter en menaçant les autres. On est allé prévenir la justice. Une enquête sérieuse va commencer. Je demanderai qu'on s'assure au plus tôt de la personne de Claude Claudin-le-Barbu.

Sur ce, l'escouade se remit en marche.

Il s'agit encore de quelques pas à travers le bois, mais sans faire aucune découverte qui vaudrait la peine d'être notée. La seule remarque à faire se rapportait au pas du cheval, violemment empreint sur le sol, mais cet indice, déjà observé, ne pouvait mener à aucune induction nouvelle. Le parcours de Silvery et le crime n'avaient plus besoin d'être prouvés; c'était quelque chose de plus significatif qu'on recherchait.

Tout à coup, Dominique prit la parole.

— Monsieur d'Artigues, dit-il, sait-on au juste, en quel endroit M. Horace est allé hier au soir, au moment où il a quitté la maison ?

— Je ne sais pas, dit-il, mais j'ai vu le notaire de Noirmoutiers, ainsi que je crois l'avoir entendu dire ? Ne devait-il venir qu'au château des Aulnis, comme c'était souvent son habitude ?

— Je pense qu'il est allé au château des Aulnis, répondit Jacques.

— Eh bien ! si c'est allé, il y a causé à quelqu'un, ne fût-ce que pour dire bonsoir ?

— Sans doute, Dominique.

— Ce qu'il y a de plus simple, c'est donc de se renseigner sur ce point.

— Tu as raison, c'est ce qu'il y a de plus pressé à faire.

— Jacques avait sans doute la volonté de le retenir; mais il était évident qu'en le laissant partir il obéissait à un ascendant étrange et qu'il ne pouvait maîtriser.

— Jacques avait sans doute la volonté de le retenir; mais il était évident qu'en le laissant partir il obéissait à un ascendant étrange et qu'il ne pouvait maîtriser.

— Jacques avait sans doute la volonté de le retenir; mais il était évident qu'en le laissant partir il obéissait à un ascendant étrange et qu'il ne pouvait maîtriser.

— Jacques avait sans doute la volonté de le retenir; mais il était évident qu'en le laissant partir il obéissait à un ascendant étrange et qu'il ne pouvait maîtriser.

— Jacques avait sans doute la volonté de le retenir; mais il était évident qu'en le laissant partir il obéissait à un ascendant étrange et qu'il ne pouvait maîtriser.

— Jacques avait sans doute la volonté de le retenir; mais il était évident qu'en le laissant partir il obéissait à un ascendant étrange et qu'il ne pouvait maîtriser.

— Jacques avait sans doute la volonté de le retenir; mais il était évident qu'en le laissant partir il obéissait à un ascendant étrange et qu'il ne pouvait maîtriser.

— Jacques avait sans doute la volonté de le retenir; mais il était évident qu'en le laissant partir il obéissait à un ascendant étrange et qu'il ne pouvait maîtriser.

— Jacques avait sans doute la volonté de le retenir; mais il était évident qu'en le laissant partir il obéissait à un ascendant étrange et qu'il ne pouvait maîtriser.

— Jacques avait sans doute la volonté de le retenir; mais il était évident qu'en le laissant partir il obéissait à un ascendant étrange et qu'il ne pouvait maîtriser.

— Jacques avait sans doute la volonté de le retenir; mais il était évident qu'en le laissant partir il obéissait à un ascendant étrange et qu'il ne pouvait maîtriser.

NOS INFORMATIONS

L'HÔTEL CLUNY ET LE MUSÉE DES SOUVERAINS

Nous croyons savoir que le Musée des souverains, qui n'a jamais été complètement réorganisé au Louvre depuis la guerre, va être transporté à l'hôtel Cluny, où sa place est d'ailleurs tout naturellement indiquée. Un rapport a été présenté à ce sujet au préfet de la Seine, et soumis par lui au ministre de l'Intérieur, dont l'approbation paraît certaine. La question n'est pas, en effet, comme on pourrait le croire, du ressort du conseil municipal. Dans l'emplacement actuellement occupé au Louvre par le Musée des souverains on placera une partie des tableaux de l'école flamande, que le manque de place confine aujourd'hui dans le grenier. On pourrait en accrocher quatre cents environ dans le Musée des souverains. Les autres, neuf cents à peu près, seraient, nous dit-on, répartis entre les autres musées. Celui de Versailles notamment participerait pour une large part à cette distribution.

RECONSTRUCTION DE L'HIPPODROME

Le 1^{er} mai prochain des affiches placardées dans Paris et des enfants à cheval, promenant des bannières, annonçant l'ouverture de l'Hippodrome.

C'est une Société nouvellement constituée, et dont le capital a été en grande partie souscrit par un propriétaire de la place d'Eylau, M. Poulet, qui se charge de donner le coup de baguette qui doit faire renaître l'Hippodrome de ses cendres.

Les devis ont été établis et d'après ce qu'on nous a révélé du plan, la construction nouvelle réalisera d'importantes améliorations dont on avait constaté l'urgence sous la direction Arnault.

Voici donc un des coins du Paris disparu, qui va retrouver son public et ses fêtes d'autrefois.

LE COLLÈGE CHAPTAL

On procède avec la plus grande activité aux travaux du collège Chaptal, dont les élèves de la rue Blanche prendront possession au commencement de cet été. Les menuisiers et les serruriers mettent la dernière main aux bâtiments qui donnent sur la rue de Rome, ceux qui prennent jour par le boulevard extérieur étant complètement terminés.

Nous avons visité ce bâtiment dans tous ses détails. Il se compose d'une immense cour flanquée aux quatre coins de bâtiments percés eux-mêmes de quatre petites cours. Le premier bâtiment que l'on trouve à sa droite en entrant comprend les études, classes, dortoirs, réfectoires, salles de dessin et vestiaires réservés au grand collège; le deuxième bâtiment, disposé absolument de la même façon, est réservé au moyen collège, etc., etc. De cette façon, les élèves de différents âges ne dourront pas communiquer ensemble, et le service, grâce à cette uniformité, se fera avec la plus grande régularité.

Parmi les innovations que les architectes ont faites dans les constructions de ce collège, citons de nouveaux appels d'air bâtis d'après les plans dessinés par le directeur du collège, et une salle de laboratoire disposée d'après les plans recommandés par M. Payen, et qui, jusqu'à ce jour, n'avaient pas été exécutés.

LA PLACE ROYALE

Les jardiniers de la Ville sont occupés en ce moment à restaurer le jardin de la place Royale, à la grande joie des habitants du quartier, qui avaient adressé au préfet de la Seine une pétition à ce sujet. On repoint en même temps les grilles qui entourent le jardin.

VISITE DU LORD-MAIRE AU PALAIS DE JUSTICE

Hier, à trois heures, le lord-maire de la ville de Londres est arrivé au palais de Justice en compagnie de M. Léon Say et du premier secrétaire de l'ambassade anglaise. Après avoir visité les ruines de la cour d'assises, le premier magistrat de la Cité s'est rendu dans la Sainte-Chapelle, qu'il a longuement admirée. Le secrétaire lui ayant fait l'historique de l'épouvantable incendie qui — tout en dévorant les bâtiments du palais — a respecté cette admirable Sainte-Chapelle, le lord s'est écrié : *« Le doigt de Dieu ! »*

Après quatre heures, les visiteurs quittaient le palais, se dirigeant vers l'ambassade anglaise.

LA SOCIÉTÉ DES RÉGATES PARISIENNES

Les membres du *Rowing-Club* de la Société des régates parisiennes, réunis en assemblée générale extraordinaire, ont adopté les conclusions suivantes :

1^o Le banquet et le bal annuel du *Rowing-Club*, n'auront pas lieu en 1872. Ce bal avait d'abord été fixé au jour de la Mi-Carême, mais les membres du *Rowing-Club* se sont ralliés à l'opinion de leur président, que l'année était peu propre aux réjouissances.

2^o La saison des courses sera inaugurée à

Cette question néanmoins paraissait avoir un instant préoccupé le maître des forges, mais il abonda tout de suite dans l'idée que le serviteur d'Horace venait de suggérer à son esprit.

Au même instant, en effet, en ayant l'air de donner des ordres à la petite troupe, il s'écria :

— Au château des Aulnis et rondement, mes amis.

V

Il ne fallait pas plus d'un quart d'heure pour arriver au château des Aulnis.

On apercevait déjà de loin le dôme de cette résidence que le pauvre Horace aimait tant à contempler de sa fenêtre, quand il fumait son cigare, le soir, au cottage, après le dîner de famille. Les murs du parc, tapissés de lierre et de clématites, commençaient à se montrer. Il n'était plus nuit, et il ne faisait pas encore jour. Tout dormait au château, et cependant Jacques d'Artigues insistait avec énergie pour que la petite troupe se présentât à la porte du joli manoir.

En sa qualité de beau-frère du jeune officier, Jacques, comme on se le rappelle, sans doute, avait été mis dans la confidence de ses amours. Il savait donc que le capitaine était bien vu de Mathilde, et qu'il rêvait de faire sa femme. Mais, précisément parce que ce rêve d'avenir ne lui avait été révélé que par une confiance intime, il ne lui était point permis de le divulguer, surtout en présence des domestiques de sa maison. En même temps, les circonstances commandaient de faire une visite aux habitants du château, et de leur demander des détails sur ce qui avait pu se passer près d'eux, la veille même, dans le cas où Horace se serait rendu aux Aulnis pendant la soirée.

PHILIBERT AUDEBRAND

(A suivre).

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

8. du 22 FÉVRIER

LE DRAME DE LA SAUVAGÈRE

Dans le centre de la France, en Berry, en Nivernais et en Bourbonnais, l'espèce n'est pas rare. Vu les grands bois et les nombreux cours d'eau qui sillonnent ces contrées, ce type du chasseur insoumis pulule en maint canton et se développe presque impunément. On a eu beau ajouter de sévères paragraphes aux lois qui régissent la matière, la confiscation de l'arme et de la poudre, l'amende, l'emprisonnement du coupable et l'affichage du jugement de police correctionnelle sur la porte même de sa cabane, rien n'y a fait. Il en a été longtemps ainsi et il en est encore de cet opiniâtre délinquant comme du contrebandier des Pyrénées; il rencontre à toute heure du jour et de la nuit, chez les paysans de ces parages, une sympathie qui, en plus d'une circonstance, se change en aide ou même en complicité. Quand l'homme est poursuivi, on détourne, si l'on peut, on égare à plaisir les recherches des agents de la loi; quand il est saisi de trop près, on pousse le dévouement jusqu'à le cacher au fond d'une étable ou d'un grenier à foin.

Celui-là est le dernier des coquins qui livre un braconnier.

Ces paroles sont une sorte d'aphorisme qui court de père en fils à travers ces campagnes, et

Paris, le dimanche 14 avril, par une grande fête nautique, dont le produit sera versé à la souscription, pour le rachat du territoire. Nous croyons savoir que c'est à Billancourt que cette fête aura lieu. Elle sera terminée par un banquet auquel une partie de la presse sera conviée.

3° Les anciens socialistes allemands, n'ont d'origine allemande non naturalisés ne pourront être admis cette année, ni aux réunions, ni aux courses données par la Société. Cette décision a été prise sur la proposition des membres du *Rowing-Club*, prisonniers en Prusse, en souvenir des mauvais traitements qu'ils ont eus à subir de la part du vainqueur.

SUICIDES ET ACCIDENTS

M. L..., employé des contributions indirectes, demeurant rue Cambacérès, était depuis quelque temps atteint d'aliénation mentale. Avant-hier, il avait senti une très grande joie de ce que sa femme était accouchée d'une petite fille, car il était déjà père d'un garçon. Rien ne faisait pressentir un malheur, lorsque hier, vers cinq heures du matin, poussé par je ne sais quelle idée, il se précipita de son second étage, dans la cour de la maison. M. L... fut tué sur le coup. Le commissaire de police du quartier, M. Bulet, immédiatement arrivé accourut sur les lieux et procéda aux constatations d'usage. On craint pour la raison de la malheureuse femme.

Hier, le sieur Jean Reynaud, cocher, rue de l'Université, 127, en voulant tourner court rue Bonaparte, a heurté violemment la bordure du trottoir, et a été précipité de son siège sur le pavé. La chute a été si malheureuse, que le pauvre cocher se fendit le crâne.

Un incendie s'est manifesté hier, à cinq heures du soir, faubourg Saint-Antoine, 95. Les pompiers du poste de la rue Saint-Bernard, arrivés sur les lieux avec deux pompes, se rendirent maîtres du feu après deux heures d'efforts persévérants.

Hier, à trois heures, le sieur Jules-Théophile B..., âgé de cinquante-cinq ans, porteur de farines, demeurant passage Raimbaud, 3, s'est suicidé dans sa chambre à l'aide de l'acide carbonique. M. Marty, commissaire de police, après les constatations d'usage, fit transporter le corps à la Morgue.

Dans l'après-midi, le sieur Pierre Nicourt, ouvrier fumiste, demeurant rue Palikao, 11, est tombé accidentellement de la toiture de la nouvelle école de la rue Saint-Charles. La mort a été instantanée.

A cinq heures du soir, quai de Seine, en face le numéro 75, le sieur Lelièvre, capitaine du remorqueur, a retiré du canal, à l'aide d'un croc, le cadavre d'un homme paraissant âgé de quarante-cinq ans, qui avait séjourné une huitaine de jours dans l'eau. On trouva dans l'une de ses poches un livret au nom de Mangin (Meurthe), 46 ans.

UN ASSASSINAT

Hier soir, des cris épouvantables mirent en émoi les habitants de la rue du Raincy. Les voisins s'étant transportés au 17 de la susdite rue, montèrent au quatrième étage, et, après avoir franchi la porte qui était restée ouverte, trouvèrent haïgnée dans son sang la dame veuve Sigault. La malheureuse, qui gisait sans connaissance, avait reçu à la hauteur de l'épaule plusieurs coups d'un instrument tranchant que l'examen du médecin fit supposer devoir être un ciseau de sculpteur. Conduite immédiatement à l'hôpital, où, grâce aux soins qui lui furent prodigués, elle ne tarda pas à reprendre ses sens, la pauvre femme raconta comment, après avoir subi pendant plusieurs mois les insultes d'un nommé Sicard, auquel elle avait refusé sa main, ce dernier était monté hier chez elle, lui demandant si elle ne voulait point revenir sur sa décision. Sur sa réponse négative, le misérable, ivre de colère, tira de sa poche un de ces ciseaux dont se servent les tailleurs de pierre, et, se précipitant sur sa victime, lui en porta plusieurs coups; et, la laissant évanouie, prit aussitôt la fuite.

On espère sauver les jours de la veuve Sigault; quant à l'assassin, la police est sur ses traces, et il doit être arrêté à l'heure où nous écrivons ces lignes.

UNE VICTIME DE VICTOR HUGO. — SUICIDE EXTRAORDINAIRE

Mathieu Devin, passementier, est un des fanatiques de Victor Hugo. Asses avait-il tant fait des pieds et des mains qu'il assistait avant-hier à la première représentation de *Ruy-Blas*. Il en sortit complètement navré : poète lui-même, il sentit qu'il lui manquait décidément quelque chose pour en faire autant. Il se laissa entraîner par quelques amis, qui, se moquant de son air lugubre, l'emmenèrent souper. Il sortit du restaurant complètement gris, et regagna en titubant son domicile, 77, rue Saint-André-des-Arts. Là, au lieu de se coucher, le malheureux passementier alluma un réchaud et se mit sur son lit. Deux heures après, heureusement, un voisin, le sieur K..., entendant pousser des gémissements étouffés, enfonça la porte, et envoya chercher immédiatement un médecin, le docteur Solié. L'état de Devin est très grave, et on ne sait encore si cette victime de M. Victor Hugo en réchappera.

LES TRAMWAYS A NEUILLY

Nous apprenons à l'instant que le ministre des travaux publics a accordé à la commune de Neuilly l'autorisation d'établir un tramway qui suivra toute l'avenue de Neuilly, et qui, dans la suite, pourra se raccorder avec le tramway qu'il est question d'établir dans Paris, de la barrière de l'Etoile à la barrière du Trône. Les habitants de Neuilly apprendront avec plaisir cette détermination, car les moyens de circulation entre cette commune et Paris sont tout à fait insuffisants. En effet, on éprouve de grandes difficultés à louer la plupart des appartements à cause de l'impossibilité où l'on s'y trouve d'y rencontrer des voitures. Les Parisiens seront aussi heureux de cette mesure, car Neuilly est une des plus charmantes localités des environs de Paris.

Le Service dans les Hôpitaux

Nous recevons la lettre suivante, que nous nous empressons de publier afin d'appeler l'attention sur les abus qu'elle signale :

Le 19 février 1872.
A Monsieur le rédacteur en chef de la LIBERTÉ.

Comme Anglais et comme médecin, je désire appeler votre attention sur les faits que je vais vous citer, et dont j'étais moi-même témoin, et vous prie en même temps de vouloir bien insérer ma lettre dans le plus prochain numéro de votre très estimé journal.

Hier, vers quatre heures de l'après-midi, un domestique conduisant un cheval attelé à une légère voiture, descendait l'avenue Friedland. Tout à coup le cheval s'emporta, alla se

heurter contre deux voitures, et versa la domestique qui, en tombant, se démit la cheville droite. Comme je passais dans ce moment, j'ai pu heureusement lui donner les premiers soins, et, le plaçant dans une voiture, je l'ai conduits moi-même à l'hôpital Beaujon. Là, on la plaça dans une salle d'attente et le concierge alla chercher l'intérieur de service.

J'attendis en vain pendant vingt-cinq minutes, et M. l'intérieur n'ayant pas pu venir se présenter, je fus forcé de m'en aller. Tout ce temps se passa sans que personne vint s'occuper du blessé, qui heureusement n'avait pas reçu de blessure très grave.

En Angleterre, on vient de s'occuper activement de réformes à apporter dans les hôpitaux, et le système français a été spécialement recommandé en ce qui concerne les soins à donner aux cas urgents; mais je dois vous avouer, monsieur, que dans un hôpital de Londres une blessure, quelque légère qu'elle soit, ne resterait vingt-cinq minutes sans que personne dans l'établissement ne daigne venir s'en occuper.

Recevez, monsieur le rédacteur, avec tous mes remerciements, l'expression de ma haute considération.

J. LAMOND-STUNNING,
76, rue de Miroménil, Paris.

On lit dans l'Indépendance belge :

Les réquisitions, la guerre, les loyers impayés n'ont point atteint la propriété foncière française dans ses forces vives, ni épuisé ses ressources. Quelques chiffres fournis par les statistiques et situations du Crédit foncier donnent à ce sujet des renseignements caractéristiques. Les semestres d'annuités restant dus pour 1870 s'élevaient à 10 millions, et à la fin de l'année 1871, ils n'étaient plus que de 8 millions. L'époque de la décadence des annuités; plus de la moitié a été recouvrée depuis, à cette même date, sur le semestre échu le 31 janvier 1871, qui s'élevait à 41 millions; il restait dû 14 millions et demi; ces 14 millions et demi sont réduits aujourd'hui à 3 millions 700,000 fr. sur le semestre suivant, échu en juillet 1871, il restait dû 8 millions, et sur le nouveau semestre de 41 millions 600,000 francs, échu tout récemment, le 31 janvier 1872, 20 millions ont été recouvrés en 15 jours.

A ces renseignements intéressants nous pouvons en ajouter un autre qui a aussi son importance. Dans le courant du mois de janvier dernier, le Crédit foncier a réalisé pour 2 millions de francs de nouveaux prêts. Dans le mois correspondant de l'année 1870, il avait prêt 7 millions 207,900 fr. Les deux chiffres diffèrent peu et montrent que le mouvement des affaires du Crédit foncier n'est pas moindre aujourd'hui que dans les années ordinaires. Quant aux remboursements anticipés d'emprunt, ils sont assez rares, et restent au-dessous des proportions ordinaires. Ils ont été pendant le mois de janvier 1872, de 3 millions 700,000 fr., tandis qu'ils s'élevaient élevés dans le courant de janvier 1870 à 5 millions 900,000 fr.

HOMMES ET CHOSES

Ainsi, monsieur, vous êtes imaginé que vous pourriez parler longtemps ainsi sans ennuier ni blâmer et sans rencontrer de contradicteurs?

Monsieur, je n'ai jamais eu cette prétention; mais vous ne pouvez vous figurer à quel point un honnête homme est heureux de pouvoir dire la vérité.

La vérité! A quoi bon?

Je sais qu'un sage a dit un jour : « Dire la vérité, c'est travailler contre sa propre fortune »; mais, dussé-je en mourir, ce rôle me plaît. Je sais bien qu'il amène contre moi mille vaines objections, qu'on dise tout à la condition qu'on ne parlera jamais d'eux-mêmes. Je sais que ceux qui me servent la main le matin, me regardent de travers pendant le reste de la journée, et m'étranglent le soir, dans un salon, avec une volupté énorme.

Eh bien! alors, que ne vous tenez-vous coi?

Je n'aurais garde. Il y a tant de triomphateurs aujourd'hui, que si on ne leur rappelait pas à chaque instant leur infime essence d'hommes, ils nous écraseraient comme vers de terre.

Laissez-les faire? Que vous importe leur triomphe! Et puis, ils ne sont pas aussi noirs que vous croyez. Ce sont tous gens aimables, bons vivants, tolérants, pourvu qu'on soit de leur avis, et qui vous feront fête si vous voulez leur rendre leurs compliments.

J'écris ce que j'ai sur le cœur, quand c'est la vérité.

Eh! la vérité n'est pas bonne à dire, et vous vous rendez impossible.

Ah! voilà le grand mot! C'est-à-dire que celui qui ne parle pas sa pensée, qui parle loyalement, qui ne donne la main qu'aux gens qu'il estime, ne peut point prétendre aux faveurs et aspirer à une préfecture, s'il avait le malheur d'en solliciter une!

Il y a de cela.

Eh bien! présumez mon avenir politique. Je n'y ai jamais cru, du reste, et tant pis pour ceux qui j'égarent en passant. S'ils croient, c'est qu'ils se seront reconnus, et c'est le public qui en bénéficiera.

Pour que vous vous déclariez aussi carrément, il faut que vous ayez une bien grosse vérité à dire.

Peut-être.

Dites-la tout de suite.

Où! c'est bien facile. Je vois en ce moment tous les partis qui se divisent la France, les yeux fixés sur l'armée. M. Gambetta dit : « J'ai pour moi tous les jeunes officiers, tous ceux qui veulent la revanche. » — M. Thiers se dit : « Je suis le gouvernement établi, qui me procure l'armée m'est dévouée. » — M. d'Aumale invite chaque jour à dîner un ou plusieurs généraux et se dit : « J'ai leurs soldats. » — D'autres disent : « L'armée est bonapartiste. » — Et il n'est pas jusqu'aux communistes qui ne s'écrient, en saluant le châtillon Gros-Mou : « Les soldats sont nos frères, nos frères! »

Va te promener! Leurs, mensonges, mirages! L'armée n'est rien de tout cela, elle est l'armée. Si l'on a une révolution à faire aujourd'hui, elle se fera sans l'armée; avec les dix mille sergents de ville de M. Renault ou avec les vingt mille communards revenus des pontons, je ne sais, ni vous non plus, ni personne. C'est écrit.

Le regain de succès de Ruy-Blas me rappelle une ancienne histoire.

Charles X avait deux fils, le duc d'Angoulême et le duc de Berry. Le second fut assassiné, et le premier resta ce qu'il avait toujours été, un pauvre esprit, un être absolument nul et que ses « succès » dans la guerre d'Espagne de 1823 ne purent même faire accepter comme devant succéder à son père.

On s'étonna toujours que le comte d'Artois, devenu veuf de bonne heure, n'ait point cherché, en se remarquant, à donner à sa lignée une plus grande étendue. Il y avait là un mystère dont un écrivain, dans cinquante ans, fera un roman.

Entre les maîtresses, très nombreuses, qu'avait eues le prince, il en était une à laquelle il avait toujours professé une certaine estime. Mme de P..., atteinte d'une maladie

mortelle, obtint du comte d'Artois le serment de ne jamais donner son cœur à une autre femme. Le chapelain du prince, l'abbé de Latil, reçut le serment au pied des autels et donna aux deux amants la communion.

De là le pouvoir extraordinaire que l'abbé exerça toujours sur l'esprit de son royal pénitent, qui le fit archevêque de Reims et cardinal. Tenu par le serment reçu par un prêtre ambitieux rêvant le rôle de Richelieu, Charles X résista toute sa vie aux sollicitations, et les plus hautes considérations politiques ne purent le faire revenir; il ne se remaria pas. C'est aux conseils de cette robe rouge, amie des jésuites, qu'est due la révolution de 1830.

Aussi, quand Victor Hugo voulut faire jouer *Marion Delorme*, la censure du temps, aux ordres de la cour, vit dans Louis XIII du poète le pantin dont le cardinal de Latil faisait mouvoir les fils. Il se défendit d'avoir voulu chercher des allusions; mais la pièce fut interdite, et le futur député de la démocratie accepta une pension que le roi lui fit, en compensation, sur sa cassette.

Les étudiants qui ont fait une ovation enthousiaste à l'auteur de *Ruy-Blas* ignorent ce détail; mais comme il est d'usage que les pensions d'hommes de lettres ne soient pas supprimées aux changements de gouvernements, je serais curieux de savoir si le ministère de l'instruction publique continue celle du poète millionnaire?

On m'affirme que non; je veux le croire. Scribe, lui, lui aussi, était millionnaire, touchait 6,000 francs de pension, qu'il versait chaque année à la Caisse de secours des auteurs dramatiques.

On est peu donneur dans la maison Hugo; mais quand cela ne coûte rien...

SOCIÉTÉ ANONYME

du journal la Liberté

CAPITAL : 1,600,000 FRANCS

L'assemblée générale annuelle ayant approuvé la répartition de la somme de 18,755 fr. 60 c. comme dividende du dernier semestre, MM. les actionnaires sont invités à se présenter, de midi à trois heures, à la caisse de la Société, pour toucher le coupon de 12 fr. 60 c. échu le 31 janvier 1872.

ChRYSALE.

BIBLIOGRAPHIE

Dans un récent volume qui a pour titre : *Conférences parisiennes*, M. Ernest Legouvé (de l'Académie française) consacre à M. Jean Reynaud, auteur de *Terre et Ciel* et de *l'Esprit de la foule*, les lignes suivantes :

L'affection d'un pareil homme n'allait pas, on le devine, sans un fond de gravité. Aussi, malgré sa bonhomie de manières et de cœur, malgré sa gaieté même, les meilleurs ne étaient pas exempts près de lui de ce léger trouble, de cet embarras ému qu'on éprouve auprès des êtres supérieurs. Si tendrement qu'on l'aimât, il était impossible d'oublier qu'on le considérait. De là ce besoin d'être considéré par lui, approuvé par lui, besoin si impérieux, que j'ai vu des hommes se parler à ses yeux pendant des années entières de sentiments qui n'étaient pas les leurs, non par hypocrisie ni pour le tromper, non! mais se trompant eux-mêmes, se croyant appréciés de lui autres qu'ils ne l'étaient, l'étant peut-être pour un moment, tant on subissait en sa présence la contagion du bien! Mais une fois le voile tombé, le naturel revenait, j'ai vu aussi ces faux honnêtes gens démasqués, palir devant ce clair regard comme devant celui de l'honneur même. Leur défection avait porté ses fruits : ils avaient reçu le prix de l'abandon de leurs principes, en puissance, en honneurs, en richesses, et lui, il n'était rien. Mais le rencontrer tout à coup dans une réunion, dans une loge de théâtre, aller à lui la main tendue, et le voir retirer froidement la sienne en les regardant en silence, cela suffisait pour faire tomber ces transfigurations du haut de leur grandeur vilainement acquise, et incliner leurs fronts jusqu'à terre. Cet homme était si juste, qu'il était naturellement justicier.

Son influence s'étendait jusque sur des vieillards, sur des hommes de génie; il m'en revient, et j'en pense une preuve touchante. Il avait été l'élève et était devenu l'ami de l'illustre Geoffroy Saint-Hilaire le père, j'ajoute le père, car le mot illustre ne suffirait pas à le faire distinguer de son fils.

M. Geoffroy, arrivé à la vieillesse, mais plein encore de son ardeur créatrice, voulut porter ses recherches sur une branche des sciences nouvelles pour lui, sur les sciences physiques. L'âge lui conseillait la modération dans le travail; sa santé affaiblie la lui ordonnait; il n'en tint pas compte; et sa digne compagnie voyait avec douleur s'allumer chaque nuit au chevet du vieillard la lampe de travail qui éclairait jusqu'au matin ce front pâle et penché. L'inquiétude devint grande dans sa famille; on redoutait à la fois pour lui et l'excès et l'impudence du travail. On n'attend pas une science nouvelle à soixante ans; il était donc à craindre que cette œuvre de sa vieillesse ne fût une œuvre de vieillard, et ne répondît ni à ses espérances ni à ses premières créations. Mais comment lui communiquer ces soupçons? Comment lui ravir cette dernière joie, et compromettre peut-être, en la lui ravissant, cette sainte même que lui voulait défendre? Après de longues irresolutions, la famille consulta Reynaud, et lui demanda son intervention. Sa compétence dans les sciences physiques donna pleine autorité à son jugement; l'affection paternelle le lui donnait pour lui donner tout vaillant ses conseils. Il hésita pourtant. A son âge (il avait pas trente ans), lui semblait voir une sorte d'impitoyable dans cette hardiesse. L'intérêt de son maître le décida.

Un matin donc, il entra dans le cabinet de M. Geoffroy. Quelques questions adroitement jetées amenèrent facilement la confiance du travail commencé. Reynaud écouta sans interrompre, puis, reprenant un à un tous les points de la question, il commença avec ménagement d'abord à faire sentir à l'auteur les côtés faibles de son système, lui montra l'insuffisance de ses études commencées trop tard, l'insuffisance de ses découvertes qui ne paraissent que des souvenirs, et, augmentant d'énergie à mesure qu'il voyait la surprise, le doute, la conviction se succéder sur le visage de son maître, il ne s'arrêta que quand il lui renversa pièce à pièce tout l'édifice aux yeux du vieillard désespéré. Reynaud, dans ces sortes de services cruels que nous sommes appelés tous à nous rendre les uns aux autres, apportait ordinairement une sorte de vigueur un peu âpre; cette âpreté tenait tout ensemble à son vif sentiment de ce qu'il croyait la vérité, à son désir d'éclairer, et aussi à sa crainte d'affaiblir; l'effort qu'il était obligé de faire porter son courage jusqu'à la réhémence. Qui l'eût vu près de M. Geoffroy eût été surpris du mélange de re-

grets et d'enthousiasme qui se lisait sur sa figure. C'est qu'il avait trouvé le moyen de guérir la blessure au moment même où il la faisait! En effet, à peine le dernier mot de la démonstration énoncée, il change subitement de terrain, il quitte les sciences physiques et se reporte vers les sciences naturelles où M. Geoffroy a jeté un si grand éclat. Récapitulant toute cette noble vie, il la développe au vieillard lui-même dans sa grandeur et son héroïque énergie, lui rappelle ses luttres mémorables avec Cuvier, Goethe intervenant dans le débat et se prononçant pour lui, montre la jeune école scientifique se rangeant sous son drapeau, le présent lui donnant raison, l'avenir lui donnant la gloire, et de degré en degré le conduit pour ainsi dire par la main jusqu'à la place que lui réserve la postérité, entre Buffon et Linné! N'est-ce pas vraiment le génie de l'amitié, et j'ajouterais, l'amitié du génie? Le vieillard ramé, consolé, se jeta en pleurant dans ses bras; puis, ouvrant la porte de la chambre où sa famille attendait anxieuse : « Notre ami m'a convaincu, dit-il, j'éteins ma lampe de travail. »

LES TRIBUNAUX

QUATRIÈME CONSEIL DE GUERRE

(séant à Versailles)

Présidence de M. le colonel Robillard

Séance du 20 février

DEUXIÈME AFFAIRE DU DOCTEUR GOUPIL

(Voir la Liberté d'hier)

Nous avons rapporté dans notre précédent conseil rendu les motifs pour lesquels le docteur Goupil était appelé à comparaître devant le quatrième conseil dans deux affaires successives.

Condamné dans la première affaire à deux années de prison, il comparait aujourd'hui sous l'accusation :

1° De s'être immiscé, le 1^{er} avril 1871, dans des fonctions publiques, en se présentant au ministère de l'instruction publique en qualité de délégué à ce service;

2° D'avoir, le 3 avril 1871, à Paris, sans ordre des autorités constituées et hors des cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, arrêté, détenu ou séquestré M. Magnabal, chef de bureau au ministère de l'instruction publique, avec cette circonstance que la liberté a été rendue à ce dernier avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration;

3° D'avoir, le 4 avril 1871, à Paris, sans ordre des autorités constituées et hors des cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, arrêté, détenu ou séquestré les PP. Olivier et Caubert, avec cette circonstance que la détention ou séquestration a duré plus d'un mois.

Crimes et délits prévus par les articles 258, 341, 342 et 343 du Code pénal.

Interrogatoire de l'accusé.

M. le président. — Vous connaissez les faits relevés à votre charge relativement au rôle que vous avez rempli sous la Commune. Qu'avez-vous à dire pour vous justifier?

(L'accusé paraît sous le coup d'une violente émotion.)

Goupil. — A présent que je connais la condamnation dont je viens d'être frappé à propos de la participation qui m'a été prise dans le mouvement de la Commune, je n'éprouve auprès des échos supérieurs. Si tendrement qu'on l'aimât, il était impossible d'oublier qu'on le considérait. De là ce besoin d'être considéré par lui, approuvé par lui, besoin si impérieux, que j'ai vu des hommes se parler à ses yeux pendant des années entières de sentiments qui n'étaient pas les leurs, non par hypocrisie ni pour le tromper, non! mais se trompant eux-mêmes, se croyant appréciés de lui autres qu'ils ne l'étaient, l'étant peut-être pour un moment, tant on subissait en sa présence la contagion du bien! Mais une fois le voile tombé, le naturel revenait, j'ai vu aussi ces faux honnêtes gens démasqués, palir devant ce clair regard comme devant celui de l'honneur même. Leur défection avait porté ses fruits : ils avaient reçu le prix de l'abandon de leurs principes, en puissance, en honneurs, en richesses, et lui, il n'était rien. Mais le rencontrer tout à coup dans une réunion, dans une loge de théâtre, aller à lui la main tendue, et le voir retirer froidement la sienne en les regardant en silence, cela suffisait pour faire tomber ces transfigurations du haut de leur grandeur vilainement acquise, et incliner leurs fronts jusqu'à terre. Cet homme était si juste, qu'il était naturellement justicier.

Je n'aurais garde. Il y a tant de triomphateurs aujourd'hui, que si on ne leur rappelait pas à chaque instant leur infime essence d'hommes, ils nous écraseraient comme vers de terre.

Laissez-les faire? Que vous importe leur triomphe! Et puis, ils ne sont pas aussi noirs que vous croyez. Ce sont tous gens aimables, bons vivants, tolérants, pourvu qu'on soit de leur avis, et qui vous feront fête si vous voulez leur rendre leurs compliments.

J'écris ce que j'ai sur le cœur, quand c'est la vérité.

Eh! la vérité n'est pas bonne à dire, et vous vous rendez impossible.

Ah! voilà le grand mot! C'est-à-dire que celui qui ne parle pas sa pensée, qui parle loyalement, qui ne donne la main qu'aux gens qu'il estime, ne peut point prétendre aux faveurs et aspirer à une préfecture, s'il avait le malheur d'en solliciter une!

Il y a de cela.

Eh bien! présumez mon avenir politique.

Je n'y ai jamais cru, du reste, et tant pis pour ceux qui j'égarent en passant. S'ils croient, c'est qu'ils se seront reconnus, et c'est le public qui en bénéficiera.

Pour que vous vous déclariez aussi carrément, il faut que vous ayez une bien grosse vérité à dire.

Peut-être.

Dites-la tout de suite.

Où! c'est bien facile. Je vois en ce moment tous les partis qui se divisent la France, les yeux fixés sur l'armée. M. Gambetta dit : « J'ai pour moi tous les jeunes officiers, tous ceux qui veulent la revanche. » — M. Thiers se dit : « Je suis le gouvernement établi, qui me procure l'armée m'est dévouée. » — M. d'Aumale invite chaque jour à dîner un ou plusieurs généraux et se dit : « J'ai leurs soldats. » — D'autres disent : « L'armée est bonapartiste. » — Et il n'est pas jusqu'aux communistes qui ne s'écrient, en saluant le châtillon Gros-Mou : « Les soldats sont nos frères, nos frères! »

Va te promener! Leurs, mensonges, mirages! L'armée n'est rien de tout cela, elle est l'armée. Si l'on a une révolution à faire aujourd'hui, elle se fera sans l'armée; avec les dix mille sergents de ville de M. Renault ou avec les vingt mille communards revenus des pontons, je ne sais, ni vous non plus, ni personne. C'est écrit.

On s'étonna toujours que le comte d'Artois, devenu veuf de bonne heure, n'ait point cherché, en se remarquant, à donner à sa lignée une plus grande étendue. Il y avait là un mystère dont un écrivain, dans cinquante ans, fera un roman.

Entre les maîtresses, très nombreuses, qu'avait eues le prince, il en était une à laquelle il avait toujours professé une certaine estime. Mme de P..., atteinte d'une maladie

mortelle, obtint du comte d'Artois le serment de ne jamais donner son cœur à une autre femme. Le chapelain du prince, l'abbé de Latil, reçut le serment au pied des autels et donna aux deux amants la communion.

De là le pouvoir extraordinaire que l'abbé exerça toujours sur l'esprit de son royal pénitent, qui le fit archevêque de Reims et cardinal. Tenu par le serment reçu par un prêtre ambitieux rêvant le rôle de Richelieu, Charles X résista toute sa vie aux sollicitations, et les plus hautes considérations politiques ne purent le faire revenir; il ne se remaria pas. C'est aux conseils de cette robe rouge, amie des jésuites, qu'est due la révolution de 1830.

Aussi, quand Victor Hugo voulut faire jouer *Marion Delorme*, la censure du temps, aux ordres de la cour, vit dans Louis XIII du poète le pantin dont le cardinal de Latil faisait mouvoir les fils. Il se défendit d'avoir voulu chercher des allusions; mais la pièce fut interdite, et le futur député de la démocratie accepta une pension que le roi lui fit, en compensation, sur sa cassette.

Les étudiants qui ont fait une ovation enthousiaste à l'auteur de *Ruy-Blas* ignorent ce détail; mais comme il est d'usage que les pensions d'hommes de lettres ne soient pas supprimées aux changements de gouvernements, je serais curieux de savoir si le ministère de l'instruction publique continue celle du poète millionnaire?

On m'affirme que non; je veux le croire.

Scribe, lui, lui aussi, était millionnaire, touchait 6,000 francs de pension, qu'il versait chaque année à la Caisse de secours des auteurs dramatiques.

On est peu donneur dans la maison Hugo; mais quand cela ne coûte rien...

ChRYSALE.

Nous avons rapporté dans notre précédent conseil rendu les motifs pour lesquels le docteur Goupil était appelé à comparaître devant le quatrième conseil dans deux affaires successives.

Condamné dans la première affaire à deux années de prison, il comparait aujourd'hui sous l'accusation :

1° De s'être immiscé, le 1^{er} avril 1871, dans des fonctions publiques, en se présentant au ministère de l'instruction publique en qualité de délégué à ce service;

2° D'avoir, le 3 avril 1871, à Paris, sans ordre des autorités constituées et hors des cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, arrêté, détenu ou séquestré M. Magnabal, chef de bureau au ministère de l'instruction publique, avec cette circonstance que la liberté a été rendue à ce dernier avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration;

3° D'avoir, le 4 avril 1871, à Paris, sans ordre des autorités constituées et hors des cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, arrêté, détenu ou séquestré les PP. Olivier et Caubert, avec cette circonstance que la détention ou séquestration a duré plus d'un mois.

Crimes et délits prévus par les articles 258, 341, 342 et 343 du Code pénal.

Interrogatoire de l'accusé.

M. le président. — Vous connaissez les faits relevés à votre charge relativement au rôle que vous avez rempli sous la Commune. Qu'avez-vous à dire pour vous justifier?

(L'accusé paraît sous le coup d'une violente émotion.)

Goupil. — A présent que je connais la condamnation dont je viens d'être frappé à propos de la participation qui m'a été prise dans le mouvement de la Commune, je n'éprouve auprès des échos supérieurs. Si tendrement qu'on l'aimât, il était impossible d'oublier qu'on le considérait. De là ce besoin d'être considéré par lui, approuvé par lui, besoin si impérieux, que j'ai vu des hommes se parler à ses yeux pendant des années entières de sentiments qui n'étaient pas les leurs, non par hypocrisie ni pour le tromper, non! mais se trompant eux-mêmes, se croyant appréciés de lui autres qu'ils ne l'étaient, l'étant peut-être pour un moment, tant on subissait en sa présence la contagion du bien! Mais une fois le voile tombé, le naturel revenait, j'ai vu aussi ces faux honnêtes gens démasqués, palir devant ce clair regard comme devant celui de l'honneur même. Leur défection avait porté ses fruits : ils avaient reçu le prix de l'abandon de leurs principes, en puissance, en honneurs, en richesses, et lui, il n'était rien. Mais le rencontrer tout à coup dans une réunion, dans une loge de théâtre, aller à lui la main tendue, et le voir retirer froidement la sienne en les regardant en silence, cela suffisait pour faire tomber ces transfigurations du haut de leur grandeur vilainement acquise, et incliner leurs fronts jusqu'à terre. Cet homme était si juste, qu'il était naturellement justicier.

ceci : que ce ne sera plus le chef de l'Etat, mais le barreau à peu près exclusivement, qui aura dans sa main la nomination des magistrats.

Outre que cette prédominance du barreau est une chose mauvaise, l'élection ne sera autre chose qu'une élection politique. De plus, dans certaines cours, le système électoral sera absolument impraticable ; ainsi, à Paris, il faudrait choisir entre 330 électeurs pour choisir le plus digne.

Autre inconvénient plus grave : d'après ce projet, la carrière d'élève de la magistrature sera, dans les cours, un barreau pour être nommé, et l'avancement sera encore tout à fait arbitraire.

Considérant ensuite le projet de la commission, l'orateur est d'accord avec elle sur les principes, mais il se sépare d'elle quant aux conséquences. Elle établit l'examen pour les candidats ; il demande, lui, le concours, et c'est une modification très considérable.

Le concours donne en effet au candidat l'assurance d'un placement, non pas immédiat, mais le plus prochain possible dans la magistrature, tandis que la commission s'est refusée à consacrer un droit acquis pour celui qui aura passé l'examen.

Sur ce premier point, le projet de la commission ne règle pas suffisamment les conditions d'entrée dans la magistrature. Quant aux conditions d'avancement, elle laisse au gouvernement l'entière liberté de ses choix.

Reste enfin un dernier point, celui qui concerne les invasions périodiques, aux époques de crise, dans les rangs de la magistrature, mais ce point sera plus tard l'objet d'un amendement spécial.

Si la Chambre accepte les modifications que je propose, dit M. Béranger en terminant, la magistrature sera désormais respectée ; on saura que cette carrière ne dépendra plus du pouvoir, et le juge aura toutes les vertus que réclame l'exercice de ses fonctions. (Applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

M. Millaud reconnaît que M. Béranger a flétri les commissions mixtes comme elles le méritaient ; mais il a demandé la parole parce qu'il lui a semblé que l'orateur manifestait, au grand étonnement de tous, une certaine sympathie et réclamait une certaine part d'indulgence pour quelques-uns des membres qui ont figuré dans ces commissions. (Assez ! — A la question !)

Une voix à gauche : Silence aux bonapartistes !

M. Millaud : C'est parce qu'il ne peut soupçonner les intentions d'un magistrat aussi honorable que M. Béranger qu'il regrette de l'avoir vu se laisser aller à des sentiments d'amitié qui compromettent la réclamation qu'il est le même cher tour de la justice, qui est le même cher tour de la justice, qui est le même cher tour de la justice.

Il n'y a pas, il ne peut y avoir d'indulgence pour ceux qui, déposant leurs robes de juges, ont mis le pied dans ces cabinets de mairie où, à côté d'un préfet et d'un militaire, ils ont jugé avec une loi qui n'a jamais été écrite... (Très bien ! à gauche.)

M. Béranger a parlé aussi de ces abâtis fonctionnaires qui, aux époques de révolution, ont fait entrer dans la magistrature des hommes nouveaux.

L'orateur reconnaît que de tout temps la magistrature a donné de grands exemples d'intégrité ; mais il est fier de déclarer que ces hommes nouveaux, nommés par la révolution, ont peut-être été jugés comme insuffisants parce qu'ils n'ont pu se soumettre à servir ensuite les caprices du mal (Très bien !)

Il a aussi parlé d'un caractère exerçant les fonctions de juge de paix, et, s'il se reporte à ses souvenirs, c'est sans doute d'un conducteur d'omnibus dont il a été fait mention, et il s'empresse de dire que cet homme a rempli, à la satisfaction de tous, ses fonctions de magistrat pendant un grand nombre d'années.

Enfin il affirme que les magistrats nommés au

4 septembre n'ont pas tellement tenu à leurs fonctions qu'ils n'aient donné leur démission le jour où on leur a demandé de poursuivre la presse. (Rires.)

Mais, revenant à la question, M. Millaud reconnaît que des réformes sont nécessaires dans la magistrature, et il cite à l'appui de cette opinion un passage d'un discours prononcé par M. Béranger, en 1859, à la rentrée des Chambres. Il lui semble que la commission a eu le tort de réserver une partie du projet de M. Béranger qui demande la réduction des cours et des tribunaux, parce que, suivant ce nombre, l'organisation de la magistrature peut être différente, en ce qui touche, par exemple, l'introduction du jury en matière de délits, en matière d'accidents. (Rires et protestations à droite.)

M. le président met aux voix l'art. 1^{er} du contre-projet de M. E. Arago.

Cet article 1^{er} n'étant pas adopté, le reste du contre-projet est retiré.

M. E. Arago se réserve de faire des observations sur les divers articles du projet de la commission, au fur et à mesure qu'ils seront discutés.

Dépôt de rapports et de projets de loi.

Dépôt, par M. Princesse, d'un rapport sur la proposition de MM. Edgar Quinet, Louis Blanc et autres, relative à la dissolution de l'Assemblée. D'un rapport sur la proposition de M. le colonel Denfert et autres, concernant le renouvellement partiel de l'Assemblée nationale.

D'un rapport sur une proposition de MM. Guibaud et autres, relative également au renouvellement de l'Assemblée nationale.

La commission conclut au rejet de la prise en considération de toutes ces propositions. (Vive approbation à droite.)

Une voix à gauche : Ils préfèrent la mort violente !

M. le ministre de l'intérieur dépose un projet de loi relatif à un emprunt par la ville de Saint-Germain-en-Laye.

M. le ministre des finances dépose un projet de loi relatif à un relèvement de tarifs pour certaines qualités de tabacs.

L'urgence est déclarée, et le projet de loi est renvoyé à la commission du budget.

Ordre du jour de la séance de demain.

A deux heures, séance publique.

Suite de la discussion sur la réorganisation de la magistrature.

La séance est levée.

ECHOS DE PARTOUT

Dans une réunion de famille et d'intimes qui a eu lieu samedi 17 courant chez M. Lhuillier, 66, boulevard Sébastopol, il a été tiré une loterie au bénéfice de la Souscription nationale pour la délivrance du territoire.

Mme A. G..., une de nos habiles fleuristes, a eu l'heureuse idée, dans le but d'intéresser davantage les assistants, de faire habiller une jeune fille, blonde comme l'aurore, du costume dans lequel on représente l'Alsace dévolée. Cette jeune fille, assise sous une bannière indiquant le but de la loterie, remettait à toutes les personnes qui prenaient des billets un bouquet de violettes surmonté d'un « Ne m'oubliez pas », et relié par des rubans aux couleurs nationales, sur lesquels étaient imprimés en lettres d'or les noms de Metz, Strasbourg, Alsace, Châteauneuf.

Quelques billets ayant été pris en dehors des intimes, nous croyons devoir indiquer que le montant de cette loterie, soit 750 fr., a été remis, le 19 courant, à la mairie du 3^e arrondissement.

L'empereur d'Allemagne est décidé à en danger. C'est M. Mario Alberti, néo-macédonien de profession, qui l'annonce.

Dans une brochure publiée par elle, il y a déjà quelque temps, et intitulée : *La Sainte Sibylle*, on lit ceci, page 8, lignes 25 et suivantes :

« L'empereur a sur son front une ligne courbe de très mauvais augure, et dans la main, traversée de lignes accidentelles qui dénotent une vie très agitée, se trouve, sur le mont de Vénus, une ligne qui s'échappe de la vitale (ou cardiaque) comme l'appellent les anciens et se dirige vers la raclette, qui n'est pas rassurante du tout. Joignez à cela une fosse dans la ligne du cerveau, un accident ou léger coupure dans la sangle, et vous serez fixé sur la destinée du roi. A cet effet il prendra un refroidissement, tombera malade et mourra. »

Il ne nous reste qu'à attendre les effets prochains de la ligne courbe de mauvais augure.

On sait la préférence que l'auteur de *Mademoiselle de Maupin* a toujours eue pour les chats.

Or, avant-hier, *Avatar* le préféré, le plus coquet, le mieux tourné, *Avatar* que Chamfleury a chanté et que Théodore Barrière voulait acheter un acte, *Avatar* est mort !

Théophile Gautier est dans le marasme le plus complet. Rien ne peut lui faire sortir, ni les espérances d'un siège à l'Académie qui lui pouvaient donner la mort, du Père Graty, ni les divertissements qui lui prennent en temps ordinaire à relire les romans chinois de Madame Ménéges.

Avatar sera enterré demain à Saint-Germain, où Gautier a une petite maisonnette.

A Charonne, près de la gare du chemin de fer, on voit en ce moment, au-dessus de la porte d'entrée d'un spectacle forain, l'enseigne suivante :

GRANDE EXHIBITION
d'une des plus grandes merveilles
du monde

LE GRAND TIGRE DE LA MER
ayant travaillé devant Sa Majesté
la reine d'Angleterre

« Nota. — Il est capable de dire l'heure à n'importe quelle montre, et joue trois airs sur le triangle. »

Voilà, par exemple, un véritable travailleur de la mer.

On annonce la mort de M. le marquis de Belbois, président honoraire de la cour d'appel de Lyon, ancien pair de France, ancien sénateur, commandeur de la Légion d'honneur.

M. le marquis de Belbois est décédé dans sa quatre-vingtième année, à Belbois.

Mgr Duquesnay, évêque de Limoges, est parti hier soir pour prendre possession de son siège épiscopal.

Voici une aventure qu'on nous racontait hier, et dont le héros, le colonel américain O'B..., vient d'arriver à Paris :

Chasseur de bisons enragé, le colonel O'B... s'égarait souvent jusqu'au milieu des tribus

indiennes. Il avait fait connaissance avec un jeune chef peau-rouge qui l'avait pris en amitié.

Un jour cependant les deux amis eurent une querelle, et l'Indien accepta un duel suivant la méthode civilisée.

En conséquence, ils se placèrent à quinze pas l'un de l'autre, armés chacun d'un revolver à six coups. Le colonel tira le premier, et, de sa sixième balle, blessa son adversaire en pleine poitrine.

L'Indien tomba, puis se relevant péniblement et s'appuyant sur une main, il abattit d'une première balle, avec une adresse miraculeuse, un oiseau qui passait, et trôna d'une seconde le chapeau de son adversaire.

Ceci fait, il se renversa brusquement et expira en murmurant qu'il ne voulait pas tuer son ami.

Le colonel O'B... a été longtemps inconsolable.

Hier, à la représentation de *Ray-Blas*, au moment où Lafontaine terminait sa fameuse tirade : *Bon appétit, messieurs !* un coup de sifflet partit d'une loge d'avant-scène. Immédiatement, le public de la salle entière se leva comme électrisé, et exigea impérieusement l'expulsion du melenconieux siffleur, ce qui fut fait immédiatement.

Avis aux amateurs.

On sait que c'est à don Salustiano que se sont adressés avant-hier le plus d'applaudissements.

Le public l'a-t-il ainsi chauffé parce que l'artiste chargé du rôle du diabolique marquis s'appelle *Geffroy* ?

DON SPAVENTO.

LES THEATRES

Nous avons donné, dans notre avant-dernière chronique, la liste des artistes engagés par M. Vergier, le nouveau directeur des Italiens, pour la saison qui va s'ouvrir. Nos renseignements étaient puisés à une source que nous avions tout lieu de croire certaine : c'est dans le journal de M. Achille Denis, secrétaire du Théâtre-Italien.

Un de nos amis nous écrit et nous affirme qu'aucun des artistes que nous avons cités n'a signé d'engagement avec M. Vergier.

« Franchini, nous dit-il, ne peut chanter, se trouvant malade à Paris ;

« Mongini est engagé au Caire jusqu'au 30 mars, et, après à Londres ;

« Nicolini doit, après l'expiration de son engagement à Saint-Petersbourg, se rendre à Vienne avec la Patti ;

« Graziani, à Petersbourg, en ce moment, ira à Londres après le 20 mars ;

« Bagaglio est dans le même cas ;

« Fioravanti ne doit quitter le Caire qu'au 30 mars ;

« Je vous certifie que la source est tout ce qu'il y a de plus sûr. »

Nous attendons avec impatience que M. A. Denis veuille bien préciser ses informations. Si aucun des artistes qu'il a nommés ne fait partie de la troupe des Italiens, avec quel personnel M. Vergier fera-t-il sa réouverture ?

L'Opéra-Comique annonce, pour samedi

prochain, la première représentation des *Noces de Figaro*.

Les trois rôles de femmes sont confiés à Mmes Carvalho, Marie Battu et Cico. On doit s'attendre à une exécution de premier ordre avec des artistes aussi remarquables.

Mlle Christina Nilsson va revenir en Europe, dit le *Pall Mall Gazette*, avec une fortune de 100,000 dollars, dont la moitié a été faite en Amérique.

Elle ne l'emportera cependant pas tout entière. Afin de prouver son admiration pour l'Amérique, ajoute malicieusement ce journal, elle a placé dans ce pays le total de ses bénéfices réalisés aux Etats-Unis.

On exécute demain au concert Danbé du Grand Hôtel un *andante con variazioni* et un *minuetto* extraits d'un *quatuor* pour instruments à cordes, de M. A. Elwart.

Nous souhaitons que le nombreux public qui suit avec tant d'intérêt les instructives conférences du savant harmoniste, aille l'applaudir demain au Grand-Hôtel.

La direction du théâtre royal de la Monnaie va monter, après le *Vaisseau fantôme*, de Wagner, un grand opéra de M. Lalo, *Fiesque*, dont les rôles ont été distribués à Mmes Sternberg et Von Edelsberg ; MM. Warot, Latal et Vidal.

Cet ouvrage, qui fut présenté au concours du Théâtre-Lyrique, il y a trois ans, fut fort apprécié des membres du jury chargés de l'examen des partitions.

C'est par erreur que la *Liberté* d'hier annonçait, dans ses Informations, la présence de M. Jules Ferry aux trois galeries de l'Opéra, à la première représentation de *Ray-Blas*.

L'ex-préfet de la Seine n'a cessé d'occuper pendant toute la soirée l'avant-scène de rez-de-chaussée, du côté gauche de la scène.

Au Casino, samedi 24 février, grand concert annuel donné par M. Daudé, régisseur général de cet établissement, avec les concours de Mmes Formi et Grapet ; de MM. Staveni et Hérou pour la partie vocale, et de MM. A. Fréaux, Harndorf, Schumann et Gille pour la partie instrumentale.

M. Ch. Constantin dirigera l'orchestre.

Dimanche, après midi, M. Ballande offrira au public du théâtre de la Gaîté le chef-d'œuvre de Bossuet : *L'Oraison funèbre du prince de Condé*.

Pour l'interprétation de ce chef-d'œuvre il s'est adressé à M. Vernon, un jeune homme du monde qui a quitté la robe d'avocat pour s'entraîner pour la carrière dramatique, et M. Vernon, sans avoir le textuel des yeux, sans l'aide du souffleur, a récité d'un bout à l'autre et sans la moindre hésitation les treize à quatorze cents lignes qui composent l'oraison funèbre.

Cet acte, à la voix sonore et sympathique, a tour à tour ému, entraîné, électrisé son auditoire, et nous n'hésitons pas à lui prédire son admission prochaine, soit au Théâtre-Français, soit sur l'une des scènes de premier ordre de notre Paris.

Jennius.

Les DENTS, l.v.p. 3f Opérations et piéces dentaires insensibles. D^{rs} MARCIS et HERMAN ADLER, membres du corps médical, rue Meyerbeer, 11.

A LA PAIX

NOUVEAUTÉS

Aujourd'hui et jours suivants

EXPOSITION GÉNÉRALE

BLANC & TOILES

Nota. — Vu l'affluence du public, les Administrateurs des GRANDS MAGASINS DE LA PAIX ont dû affecter à la vente des Occasions exceptionnelles composant cette remarquable Exposition, toutes les galeries du rez-de-chaussée donnant sur les rues du Quatre-Septembre, Michodière, Choiseul et Monsigny.

L'administrateur copiant : Louis GAL.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 21 février 1872.

Céréales

Les affaires ont peu changé.

Farines de consommation

Peu de changement. Les cours que nous donnons ne sont qu'approximatifs, et nous serions prêts à donner d'apprendre que des ventes ont été faites à des prix inférieurs.

Choix et marques D, 75 » à 76 » — Bonnes marques, 73 » à 74 » — Sortes courantes et ordinaires, 70 » à 72 ».

Farines de commerce

La baisse continue.

Farines hûtes

Les huiles de colza sont en légère hausse pour le rapproché ; par contre, le livrable est faible.

Dispo., 103 75. — Cour. du mois, 103 75 — 2 prochains, 103 75. — 4 d'été, 102 » — 4 derniers, 99 ».

Les huiles de lin n'ont pas varié.

Dispo., 96 50. — Cour. du mois, 96 50 — 2 prochains, 97 » — 4 d'été, 98 ».

Travaux

Ferme quant au rapproché ; faible quant au livrable.

Disponible et cour., 56 50. — 2 prochains, 56 50. — 4 d'été, 56 50.

Sucre

Pas de changement à signaler ; affaires très restreintes, mais prix tenus.

COTE COMMERCIALE

88° saccharimétriques, 68 50 à 69 » — Blancs n° 3, 78 » à 79 » — Rafinés, suivant mérite, 155 » à 160 ».

ASTHME, toux, oppression, guérie par les

VICES DU SANG Maladie de la peau, des

ON NE PAIE

AVIS AU CLERGE ET A LA NOBLESSE

MAIADIES DE PEAU DARTRES, Gercures,

PARIS. — Imprimerie SERRIERE et C^o,

123 — rue Montmartre — 123

VICHY

Grand-Grille, maladies du foie et de l'appareil biliaire ; — Hôpital, maladie de l'estomac ;

MAIADIES DE PEAU DARTRES, Gercures,

PARIS. — Imprimerie SERRIERE et C^o,

123 — rue Montmartre — 123

VICHY

Grand-Grille, maladies du foie et de l'appareil biliaire ; — Hôpital, maladie de l'estomac ;

MAIADIES DE PEAU DARTRES, Gercures,

PARIS. — Imprimerie SERRIERE et C^o,

123 — rue Montmartre — 123

VICHY

Grand-Grille, maladies du foie et de l'appareil biliaire ; — Hôpital, maladie de l'estomac ;

MAIADIES DE PEAU DARTRES, Gercures,

PARIS. — Imprimerie SERRIERE et C^o,

123 — rue Montmartre — 123

VENTES A L'ENCHERE

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

Adjudication de M. MARC, notaire à Bayeux (Calvados),

PROPRIETE BASFROU, 461

A vendre, même sur une enchère, en la chambre

des notaires de Paris, le 10 mars 1872. Conséquences

91^{re} Rev. 10 et 3 650 fr. Mise à prix, 30,000 fr. S'ad.

à M^{rs} A. Looz, Gosselin et Dubois, notaires.

TRES RICHE MOBILIER

Beaux meubles en marqueterie, de bois ornés de

bronzes dorés. MAGNIFIQUE AMEUBLEMENT

de salle à manger en bois de noyer et noyer

marqué ; très jolis sièges, style Louis XVI, en bois

sculpté, couverts en satin broché ; nombreux

services, grands et beaux rideaux en satin

broché, soie cannelée et brocatelle ; tapis de

Smyrne ; belles glaces biseautées, grands lustres

flamands ; bronzes divers ; pendules en mar-